

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES • JUIN 1968
6e CIRCONSCRIPTION MOSELLE



Erwin MAURER

Secrétaire Syndical
Membre du Conseil d'Administration des H.B.L.
Représentant le Personnel

SUPPLEANT :

Paul BIENVENU

Délégué du Personnel



Electrices, Electeurs,

Jamais votre vote n'a été aussi important, aussi décisif pour vous, pour votre avenir et celui de vos enfants que celui que vous devez effectuer le 23 juin prochain.
Jamais non plus, les positions des uns et des autres n'ont été aussi clairement définies.
En effet, d'un côté vous avez les représentants et valets serviles du grand capital et de la réaction tel le député sortant, le Dr. Coumaros et M. Jean Muller qui a recherché la double investiture de M. Giscard d'Estaing et du P.D.M. (Centre Démocrate — soutenu par l'OAS Georges Bidault).
De l'autre côté vous avez les forces de gauche et de la démocratie avec, comme candidat le mieux placé, aux élections de mars 1967, celui du Parti Communiste Français, parti que la droite attaque le plus, parce que le défenseur le plus ardent des intérêts des travailleurs et l'adversaire résolu du régime du pouvoir personnel.
En mars 1967, nous vous disions : « Reconduire le député UNR Coumaros ou élire un autre réactionnaire c'est encourager le gouvernement à aggraver sa politique rétrograde et antisociale. »
Un an à peine est passé et les faits nous donnent raison.
Y a-t-il une preuve plus flagrante que ces 10 millions de travailleurs obligés de faire grève pour qu'enfin on tienne compte de leurs légitimes revendications ?

OU EN SOMMES-NOUS DANS NOTRE REGION APRES 10 ANS DE PROMESSES, SUIVIS D'UNE POLITIQUE DE FAILLITE ET DE REGRESSION SOCIALE ?

- Près de 14.000 emplois ont été supprimés, rien qu'aux H.B.L.
- De nombreuses petites entreprises ont disparu de même que des commerces notamment dans les grandes villes comme Forbach, Stiring, Merlebach, Petite-Rosselle et l'exode rurale bat son plein.
- La situation scolaire est très précaire. Il manque encore des maîtres et des classes, faute de crédits nécessaires. La Moselle a le triste privilège d'être un des départements les plus faiblement scolarisés (au 79e rang des départements français) et la région minière est encore plus défavorisée. La carence dans l'enseignement technique est encore plus importante. Notre région souffre de ce fait, d'un sous-développement scolaire, culturel et professionnel.

LES CONSEQUENCES SONT TRAGIQUES SUR LE PLAN SOCIAL

Le chômage total et partiel s'étend. L'avenir est plein d'incertitude pour les travailleurs manuels et intellectuels.
Les pertes de salaire se chiffrant par milliards, ont des répercussions néfastes sur l'agriculture, le commerce et l'artisanat.
La jeunesse est une des premières victimes de cette politique. De plus en plus nombreux sont les jeunes qui ne trouvent pas de travail.
Cette situation risque de s'aggraver d'année en année avec la forte poussée démographique. Les Houillères qui, dans le passé, absorbaient pratiquement l'ensemble des jeunes disponibles, qui embauchaient encore 900 jeunes il y a quelques années, ont dû, sur ordre du gouvernement, restreindre l'embauchage à 150 jeunes sur plus de 2 500 de disponibles par an.
A cela s'ajoutent les visées du pouvoir gaulliste qui consistent à réduire, d'ici 1975, la production du Bassin Lorrain à 9 millions de tonnes avec un effectif de seulement 6.000 mineurs au fond donc 10.000 en moins qu'à ce jour.
Actuellement et chaque année, plus de 1.000 mineurs sont menacés de licenciements et la soi-disant reconversion n'est qu'un leurre et sans garanties pour l'avenir.
La politique gaulliste est entièrement responsable de la situation d'aujourd'hui. C'est elle qui sacrifie l'intérêt général, l'intérêt national, aux seuls profits d'une poignée de grands capitalistes dont DE GAULLE et POMPIDOU sont les fondés de pouvoir.

Et ce ne sont pas les déclarations démagogiques du chef de l'Etat ni le bavardage répété depuis 10 ans sur la « participation » qui changeront cette vérité.
Les responsabilités des parlementaires de notre région, qu'ils soient gaullistes UNR ou autres réactionnaires (ex-Centristes et Indépendants) sont écrasantes. Et ils n'ont d'autres solutions à proposer si ce n'est de nouvelles promesses démagogiques.

ÇA SUFFIT, IL FAUT QUE ÇA CHANGE ! ASSEZ DE PROMESSES, DES ACTES !

Une autre politique, une politique au service des intérêts des travailleurs et de la nation est possible. Les revendications et aspirations des travailleurs et de toutes les couches laborieuses peuvent être satisfaites, l'enseignement peut être démocratisé, le progrès social et le plein emploi peuvent être assurés.
Mais pour cela il faut mettre un terme à la toute-puissance des monopoles, nationaliser progressivement les grandes entreprises et les secteurs clés de l'économie, abandonner une coûteuse et dérisoire Force de Frappe.
Un gouvernement d'union démocratique, s'appuyant sur la volonté populaire sera en mesure de mettre en œuvre un plan de développement économique et social qui assurera à la fois l'expansion de la production, l'équilibre financier et l'élévation du bien-être de la population.

Nous proposons :

SUR LE PLAN ECONOMIQUE :

- Développement et coopération de nos Industries de base (Houillères, Sidérurgie, Mines de Fer) en donnant priorité à nos richesses nationales et en supprimant les importations abusives de charbon étranger et fuel. (A noter qu'un million de tonnes de charbon produit en plus ou en moins par les HBL représentent 1.600 emplois en plus ou en moins pour elles.)
- Implantation d'industries nouvelles, création d'emplois suffisants. La coordination et le développement du triangle charbon, fer, sidérurgie permettraient la naissance d'une puissante industrie chimique, de l'électro-métallurgie, de la machine-outil, toutes grandes consommatrices d'électricité. Donc possibilité de construire et de faire tourner de nouvelles centrales thermiques à base de charbon.
- Attribution des crédits nécessaires, augmentation des classes et maîtres pour assurer la réforme démocratique et moderne de l'enseignement permettant à un nombre beaucoup plus important d'enfants de travailleurs d'avoir accès à l'université qui doit être adaptée dans ses structures, son contenu, ses méthodes au monde moderne et aux besoins du pays, tant économiques que culturels.

SUR LE PLAN SOCIAL :

- Retour immédiat à la semaine des 40 heures, de meilleurs salaires et retraites, **revalorisation et garantie du pouvoir d'achat avec l'échelle mobile des salaires qui permettrait de mettre fin à la spéculation sur la hausse des prix.**
- Le blocage des loyers et la diminution des impôts frappant les petits et moyens salaires, la suppression de la TVA au stade du détail.
- L'abrogation des ordonnances portant atteinte à la Sécurité sociale et le maintien des avantages attachés aux régimes spéciaux.
- Aide aux petits paysans. Les exploitations familiales doivent être aidées par des prêts à faible intérêt et des prix différentiels qui leur soient favorables. Encouragement de la coopération sous toutes ses formes et formation professionnelle assurée aux jeunes paysans obligés de quitter la terre.

Une telle orientation, vraiment novatrice permettrait d'assurer le plein emploi, d'éviter les licenciements, de donner du travail aux jeunes.
Il s'ensuivrait une véritable relance économique dont profiteraient toutes les couches laborieuses du département.
Il n'y a pas d'autres solutions valables.
Seule une véritable politique démocratique, servie par un gouvernement populaire, s'appuyant sur un programme commun de toutes les forces de gauche et démocratiques, peut apporter une solution à nos problèmes, satisfaire et garantir les besoins et aspirations de notre population.
Les inconditionnels de la Ve République, comme le Dr. Coumaros, de même que les autres politiciens réactionnaires et rétrogrades de la droite, tels les Centristes ou Indépendants, représentés aujourd'hui par l'homme du patronat, M. Jean MULLER, ont fait preuve de leur incapacité et de la faillite de leur politique.

Allez de l'avant avec le Parti Communiste Français qui entend prendre ses responsabilités dans un gouvernement populaire, avec l'ensemble des forces de gauche.

Allez de l'avant c'est voter pour le candidat du

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Donc toutes et tous, ne vous laissez plus tromper !

Votez pour Erwin MAURER

Secrétaire Syndical
Membre du Conseil d'Administration des H.B.L.
Représentant le Personnel

et son suppléant éventuel :

Paul BIENVENU

Délégué du Personnel

VU LE CANDIDAT

ICAL . Strasbourg

Wählerinnen, Wähler,

Noch nie war eine Wahl so wichtig, so entscheidend für euch, für euere Zukunft und die euerer Kinder als euere Entscheidung am kommenden 23. Juni.

Noch nie waren die Haltungen der einen und der anderen so klar ausgedrückt.

Auf der einen Seite haben wir die Vertreter und unterwürfigen Diener des Grosskapitals und der Reaktion wie zum Beispiel der ausscheidende Député Coumaros oder M. Jean Muller der sogar eine doppelte Investitur ergattern wollte, von M. Giscard d'Estaing und dem P.D.M. (Centre Démocrate unterstützt von dem O.A.S. Georges Bidault).

Auf der anderen Seite haben sie die Kräfte der Linken und der Demokratie mit ihrem bei den Wahlen im März 1967 bestplazierten Kandidaten der Französischen Kommunistischen Partei, der Partei die auch am meisten angegriffen wird, weil sie eine eifrige Verteidigerin der Interessen der Arbeiter und ein entschlossener Gegner des Regimes der persönlichen Macht ist.

Im März 1967 sagten wir euch : «Den UNR-Abgeordneten Coumaros oder einen anderen Reaktionär zu wählen, wird die Regierung ermutigen, ihre anti-soziale und rückschrittliche Politik fortzusetzen.»

Kaum ein Jahr ist vergangen und schon bestätigen die Geschehnisse, dass wir Recht hatten.

Gibt es einen kräftigeren Beweis als die 10 Millionen Arbeiter, die den Streik entfachen mussten, damit endlich ihre berechtigten Forderungen berücksichtigt wurden ?

Woran sind wir in unserem Gebiet nach 10 Jahren leerer Versprechungen und einer Politik des sozialen Rückschrittes und des Bankrottes ?

- Ungefähr 14.000 Arbeitsplätze wurden allein innerhalb der HBL abgeschafft.
- Zahlreiche kleinere Betriebe sind verschwunden so wie kleinere Geschäfte, insbesondere in den Städten wie Forbach, Stiring-Wendel, Merlebach, Petite-Rosselle. Die Landflucht ist in vollem Gange.
- Die Lage im Unterrichtswesen ist sehr ungewiss. Es mangelt an Lehrer in den Schuklassen auf Grund der fehlenden Kredite. Das Gebiet der Moselle hat den traurigen Vorrang, an 79. Stelle der französischen Departements zu stehen, was die Unterrichtsanstalten anbelangt und unser Kohlengebiet ist noch mehr benachteiligt. Die Mängel im technischen Lehrwesen sind noch schlimmer. Unser Gebiet leidet deshalb an einer Unterentwicklung im Schulwesen, auf kultureller und beruflicher Ebene.

Die Folgen sind tragisch im sozialen Rahmen

Die Arbeitslosigkeit dehnt sich aus. Die Zukunft ist voller Unsicherheit für Arbeiter und Intellektuelle. Die Lohnausfälle belaufen sich auf Milliarden zum Schaden der Landwirtschaft, des Handels und des Handwerkerstandes.

Unsere Jugend ist das erste Opfer dieser Politik. Immer mehr Jugendliche finden keine Arbeit.

Diese Lage droht von Jahr zu Jahr sich zu verschlimmern durch den starken Zuwachs an Bevölkerung.

In der Vergangenheit haben die Kohlengruben fast alle jungen Leute untergebracht. Vor einigen Jahren wurden noch 900 Jungarbeiter angenommen, doch auf Befehl der Regierung dürfen sie nur noch jährlich 150 Jugendliche von den 2500 einstellen.

Hinzu kommen die Ziele der gaullistischen Machthaber bis 1975, die Produktion des lothringischen Beckens auf 9 Millionen Tonnen herabzusetzen mit einem Bestand von 6000 Bergarbeiter untertage, das bedeutet 10.000 weniger als heute.

Augenblicklich sind jährlich über 1000 Bergarbeiter mit Entlassung bedroht und die sogenannte Berufsumschulung ist nur Dummenfang und ohne Garantie für die Zukunft.

Die gaullistische Politik ist voll verantwortlich für die augenblickliche Situation. Sie opfert das allgemeine und nationale Interesse dem alleinigen Profit einiger Grosskapitalisten, deren Machtvollstrecker de Gaulle und Pompidou sind. Weder die demagogischen Erklärungen noch das seit 10 Jahren andauernde Gefasel des Staatschefs über «Beteiligung» können diese Wahrheit nicht verhehlen.

Die Verantwortung der Parlamentarier unseres Gebietes ob UNR oder anderer Reaktionäre (ex-MRP und Unabhängige) ist gewaltig.

Sie begnügen sich auch weiterhin mit demagogischen Versprechungen.

Es reicht ! Es muss sich etwas ändern !

Genug der Versprechungen ! Wir wollen Taten !

Eine andere Politik im Dienste der Interessen der Werktätigen und der Nation ist möglich. Die Forderungen der Arbeiter und aller werktätigen Schichten können erfüllt, das Unterrichtswesen kann demokratisiert, der soziale Fortschritt und die Vollbeschäftigung können gewährleistet werden.

Dafür muss der Alleinherrschaft der Monopole ein Ende gesetzt werden durch die progressive Nationalisierung der Grossbetriebe und der Schlüsselsektore der Wirtschaft, durch den Verzicht auf die kostspielige atomare Schlagkraft.
Nur eine demokratische Volksregierung wird in der Lage sein, einen sozialen, wirtschaftlichen Entwicklungsplan zu entfalten, der gleichzeitig den Aufschwung der Produktion, das finanzielle Gleichgewicht und die Hebung des Wohlstandes der Bevölkerung gewährleisten kann.

Wir schlagen vor:

AUF WIRTSCHAFTLICHEM GEBIET :

- Entwicklung und Zusammenarbeit unserer Grundstoffindustrie (Kohle, Erz, Stahl) indem unseren nationalen Reichtümern der Vorrang gegeben wird mit der gleichzeitigen Abschaffung der übertriebenen Einfuhren von ausländischen Kohlen und Fuel. (Zu bemerken ist, dass eine Million Tonnen Kohlen mehr oder weniger durch die HBL produziert, 1.600 Arbeitsplätze mehr oder weniger darstellen.)
- Einpflanzung neuer Industrien, Schaffung neuer Arbeitsplätze, die Koordinierung und die Entwicklung des Dreiecks : Kohle, Erz und Stahl würde erlauben eine mächtige Chemie-Industrie, Werkzeug und Maschinenbau zu entwickeln, die gleichzeitig grosse Stromverbraucher sind, folglich auch die Möglichkeit neue thermische durch Kohlen angetriebene Zentralen zu errichten.
- Zuteilung der notwendigen Kredite für mehr Lehrpersonal und Schulräume zur demokratischen und modernen Reform des Unterrichtswesens. Auf diese Art könnte eine grössere Anzahl Arbeiterkinder zur Universität gelangen deren Strukturen und Methoden der modernen Welt und den Erfordernissen des Landes angepasst werden müssen.

AUF SOZIALEM GEBIET :

- Sofortige Rückkehr zur 40-Stundenwoche bessere Löhne und Pensionen, **Aufwertung und Garantie der Kaufkraft durch die gleitende Lohnskala die erlauben würde den Spekulationen der Preissteigerung ein Ende zu machen.**
- Preisstopp der Mieten und Verminderung der Steuern die hauptsächlich die kleinen und mittleren Löhne belasten, Abschaffung der TVA im Einzelhandel und Gewerbe.
- Abschaffung der Ordonnanzen über die Sozialversicherung, Beibehaltung der Vorteile der Spezialregime.
- Unterstützung der kleineren Landwirtschaftsbetriebe durch zinsniedrige Darlehen. Ermutigung zur Zusammenarbeit unter allen Formen. Garantierte Berufsausbildung den jüngeren Landwirten die gezwungen sind die Scholle zu verlassen.

Eine solch erneuernde Orientierung würde die Vollbeschäftigung gewährleisten und Entlassungen verhindern.
Daraus würde sich ein wirtschaftlicher Aufschwung ergeben der allen werktätigen Schichten unseres Departement von Nutzen wäre. Er gibt keine anderen, gültigen Lösungen.
Nur eine wahrhaftig demokratische Politik von einer Volksregierung durchgeführt, gestützt auf ein gemeinsames Programm aller Linkskräften und Demokraten kann eine Lösung unserer Probleme bringen und die Bedürfnisse und Bestrebungen unserer Bevölkerung durchsetzen und garantieren.
Die Bedingungslosen der V. Republik als auch die anderen reaktionären Politiker der Rechten, Zentristen und Unabhängige, heute durch den Mann des Patronates Jean Muller vertreten, haben ihre Unfähigkeit und den Bankrott ihrer Politik bewiesen.

Vorwärts mit der Kommunistischen Partei Frankreichs welche, gemeinsam mit allen Linkskräften, in einer Volksregierung ihre vollen Verantwortungen zu übernehmen gedenkt.

Vorwärts gehen heisst für den Kandidaten der

Kommunistischen Partei Frankreichs

wählen.

Deshalb lasst euch nicht mehr täuschen.

Wählt für

Erwin MAURER

Gewerkschaftssekretär,
Mitglied des Verwaltungsrates der HBL

und seinen Stellvertreter :

Paul BIENVENU

Sicherheitsmann

VU LES CANDIDATS